



Contre l'austérité et pour une autre politique dans l'Éducation Le 26 janvier 2016 : toutes et tous en grève !

En faisant adopter une loi de finances avec presque aucune marge de manœuvre pour une augmentation générale des traitements, le gouvernement annonce la couleur : la politique d'austérité continue ...

S'ajoute à cela la poursuite à une vitesse effrénée et sans réelle négociation de nombreuses réformes (collège, territoriale, santé, etc) qui, si elles sont mises en œuvre, vont avoir de nouveaux et graves impacts négatifs sur le service public rendu aux citoyens et aggraver encore les conditions de travail des personnels.

Les « discussions » lancées sur la question des salaires dans la Fonction Publique se font dans le cadre du PPCR, qui est imposé contre l'avis de la majorité des organisations syndicales et qui n'apporte pas d'amélioration notable, voire dégrade la situation des personnels. De fait, le point d'indice reste gelé et, en réalité, le pouvoir d'achat des personnels continue de baisser.

Alors que sa réforme du collège continue d'être rejetée par les personnels, et après 3 journées de grève très suivies, la ministre s'obstine à imposer l'inacceptable. Le « collège 2016 » n'est que la dernière étape en date d'une politique qui ne varie pas de gouvernement en gouvernement : généraliser l'autonomie libérale, imposer la concurrence entre toutes et tous, réduire l'égalité sur le territoire et refuser de donner les moyens nécessaires à la réussite des élèves.

Cette réforme, comme celles des lycées, de l'éducation prioritaire et des rythmes scolaires, dégrade les conditions de travail des personnels et impose une École de plus en plus inégalitaire. Le socle commun et l'évaluation par compétences, comme la généralisation de l'apprentissage, accentuent une École à deux vitesses au seul service de l'employabilité et du patronat.

La liberté laissée aux collèges et aux lycées dans les répartitions horaires, les programmes sur 3 ans, la régionalisation de la formation professionnelle et la mise en place des rythmes scolaires à la carte dessinent une École atomisée entre politiques régionales, municipales ou d'établissement.

Tous et toutes ensemble,

exigeons :

- L'abrogation de la réforme du collège mais aussi de celles des lycées et des rythmes scolaires ainsi que l'ouverture d'une concertation pour une autre École ;
- Des créations de postes en nombre suffisant pour permettre une réelle diminution du nombre d'élèves par classe et le travail en groupes à effectifs réduits ;
- La fin de l'autonomie des établissements et des écoles ;
- L'abandon du tout apprentissage ;
- L'abandon du socle commun et de l'évaluation par compétences ;
- Une hausse de salaire pour les personnels, 400 € immédiatement pour toutes et tous, et une diminution du temps de travail.

La lutte pour une autre réforme du collège continue !

L'intersyndicale réaffirme sa détermination à obtenir l'abrogation de la réforme et l'ouverture de discussions pour le collège sur d'autres bases. Elle appelle les personnels à amplifier la mobilisation :

- en continuant à s'opposer localement aux formations à la réforme en décidant collectivement de la forme de cette opposition ;
- en poursuivant les modalités d'action : refus de toute anticipation de la mise en œuvre de la réforme sous quelque forme que ce soit, motions, lettres aux parents, adresses aux élus, distribution de la carte pétition au président de la République ...

L'arrivée des DHG dans les établissements va éclairer la nocivité de la réforme du collège.

Il va d'abord être demandé aux équipes d'imaginer des EPI venus de nulle part. La pression va s'accroître pour arrimer ces objets pédagogiques non identifiés aux services de certains collègues et tronquer d'autant leurs enseignements disciplinaires.

A l'échelon national, le ministère va sans doute essayer de faire passer la pilule en ne rognant pas trop la première année sur l'enveloppe globale allouée aux collèges. En revanche, il risque de rechercher les sacro-saintes économies sur les lycées, en particulier les LP.

La CGT Éduc'Action appelle à refuser toute anticipation de la réforme via les DGH.

**La CGT Éduc'Action appelle les personnels de l'Éducation Nationale
à la grève le mardi 26 janvier 2016**